



# Restriction et entraves aux libertés

## Réunion publique

*Avec Pierre TARTAKOWSKY,  
président d'honneur national de la LDH*

**Jeudi 15 mai 2025 à 20 heures**

**Salle Sénéchal – 17 rue Rémusat - Toulouse**

Sous prétexte de combattre le terrorisme islamique, défendre les valeurs de la République ou encore lutter contre le trafic de stupéfiants, les gouvernements successifs suppriment en réalité les droits et les libertés.

Ici, les opposants à l'A69 ont été victimes d'une violente répression dénoncée par un rapporteur de l'ONU. A Toulouse, on supprime massivement les subventions aux associations et aux acteurs culturels. La préfecture interdit les manifestations sur la place du Capitole. Cette année, la mairie interdit une exposition sur Gaza organisée par Médecin Sans Frontière et elle met à la rue la LDH.

Récemment, des responsables politiques locaux et nationaux contestent des décisions de justice (arrêt de l'A69 et condamnation du RN pour détournement massif de fonds publics) remettant ainsi en cause l'État de droit...

Ces décisions et ces discours se développent partout dans le monde comme en France ces dernières années et ils s'intensifient aujourd'hui.

**Tout cela rétrécit l'espace civique, étouffe le débat public et entrave les libertés des organisations démocratiques.**

**Comment rompre avec cette dégradation de l'espace civique ?**

**Les défis présents – écologiques, économiques, sociaux et de services publics – ont besoin non de mise au pas mais de débats ; non de mise à l'index mais de justice ; non de défiance et de division, mais d'égalité. Cela s'appelle liberté et aujourd'hui, c'est un objet à reconquérir car, à force de rétrécissement, l'espace civique risque bien de se retrouver, lui aussi, submergé et pour longtemps.**